

Approches Catholiques de l'Exploitation Minière: Etudes de Cas

Le projet Pascua-Lama, diocèse de Copiapó, Chili

District d'Alto del Carmen, province de Huasco, désert d'Atacama

Cristián Borgoño

Maître de conférences en éthique théologique à la Faculté de théologie de l'Université pontificale catholique de Santiago, au Chili



Résumé

Cette étude examine le rôle joué par l'Église catholique de la région chilienne d'Atacama dans l'opposition au projet minier de Pascua Lama, un vaste projet transnational d'exploitation à ciel ouvert d'or et d'argent mené par Barrick Gold à la frontière entre le Chili et l'Argentine. Malgré la forte identification culturelle et économique du Chili à l'exploitation minière, le diocèse de Copiapó s'est imposé comme une voix importante pour la défense des ressources en eau de la vallée du Huasco, en particulier des glaciers Toro I, II et Esperanza, menacés par le projet. Grâce à un accompagnement de terrain, la pastorale du diocèse pour la sauvegarde de la création, menée en grande partie par des religieuses et des catéchistes laïcs, a mobilisé les communautés agricoles locales. Parmi les actions clés figuraient la sensibilisation du public par le biais d'homélies, d'émissions de radio, de fresques murales et de marches ; la documentation des dommages environnementaux ; la conclusion d'alliances avec la société civile et les groupes autochtones Diaguita ; ainsi que la participation active à des recours juridiques qui ont finalement conduit à l'abandon définitif du projet en 2020. La mobilisation, partie de préoccupations locales, s'est transformée en un effort diocésain coordonné, mettant l'accent sur le droit à l'eau, la sauvegarde de notre « Maison commune » et le refus des dons provenant de l'industrie minière afin d'éviter tout conflit d'intérêts. Ce cas se distingue comme un témoignage prophétique exceptionnel au sein du contexte ecclésial chilien, généralement favorable à l'exploitation minière, démontrant comment un petit diocèse aux ressources limitées a pu défier de puissants intérêts économiques et politiques grâce à une résistance non violente inspirée par la foi et à un engagement en faveur de l'environnement.

1. Contexte

Le Chili se définit comme un pays minier. L'expression « Le Chili est un pays minier » revient dans d'innombrables discours prononcés par les chefs d'État et les responsables gouvernementaux. Elle est également reprise par la Compagnie chilienne du cuivre (CODELCO), la plus grande société minière publique au monde, qui a encouragé la célébration d'une « Journée du cuivre chilien » pour commémorer sa nationalisation le 31 juillet 1971 sous la présidence de Salvador Allende. La loi de nationalisation a été adoptée à l'unanimité par le Congrès (CODELCO, 2023). Même ceux qui remettent en question le rôle de l'exploitation minière en tant que moteur du développement économique reconnaissent que le Chili est un pays minier (Rodríguez, Ortiz et Broitman, 2020). En 2012 et 2013, le journal chilien *El Mercurio* a publié une série de suppléments dominicaux spéciaux intitulés « Le Chili, un pays minier », dont l'objectif était « d'éduquer et de faire connaître l'importance des activités minières pour la société chilienne ». Ces suppléments ont été publiés en collaboration avec la Société nationale des mines (SONAMI et *El Mercurio*, 2012/3).

Depuis le début du XX^e siècle, environ 20% du PIB chilien, malgré certaines fluctuations, dépend directement ou indirectement des activités minières (Cardemil, 2023). Le cuivre est de loin le produit minier le plus important du pays. Ce n'est qu'au XXI^e siècle que le lithium a acquis une certaine importance, mais il ne représente même pas un cinquième de la valeur économique du cuivre pour l'État chilien.¹

Dans ce contexte, il n'est donc pas surprenant que l'exploitation minière soit profondément ancrée dans la société chilienne. Dans le nord du Chili, on estime que plus de la moitié de la main-

¹ Même lors d'une bonne année pour le lithium et d'une mauvaise pour le cuivre, ce dernier génère environ cinq fois plus de recettes fiscales (Sepúlveda, 2022).



d'œuvre de la région d'Antofagasta travaille directement ou indirectement dans le secteur minier (Fundación Chile, 2021). Même à Santiago, la capitale chilienne, un nombre important de professionnels qualifiés, notamment des ingénieurs issus des meilleures universités du pays, travaillent dans le secteur minier et se rendent fréquemment, en semaine, dans les zones minières du nord.

Compte tenu de l'imbrication profonde de l'exploitation minière dans l'économie et la société chiliennes, il est pratiquement inconcevable de remettre en question cette activité économique. Travailler dans le secteur minier et bénéficier de services sociaux financés par les recettes fiscales issues de l'exploitation minière est devenu un mode de vie normalisé pour de nombreux membres de la société chilienne. Ce n'est que récemment, dans le contexte du « soulèvement social » d'octobre 2019 et de l'échec de l'adoption d'une nouvelle constitution lors du référendum national de 2022,² que les mouvements écologistes ont réussi à attirer quelque peu l'attention sur les conséquences environnementales catastrophiques des activités minières, bien qu'ils y soient parvenus avec beaucoup de difficulté (Marín, 2025, p. 154).

Bien que leurs impacts soient atténués grâce à des techniques de plus en plus sophistiquées, par exemple par le dessalement de l'eau et le pompage de l'eau de mer pour l'acheminer à plus de 300 km à l'intérieur des terres et à 3 000 m d'altitude (Heikkinen, 2025), les activités minières ont des conséquences écologiques inévitables et transforment les paysages, principalement en raison de la contamination des aquifères, des poussières en suspension dans l'air provenant des explosions et, dans certains cas, comme celui de Pascua Lama, de la destruction des glaciers. Les zones minières sont désormais considérées par les associations environnementales comme des « zones de sacrifice », où la vie des écosystèmes et des populations qui y vivent est sacrifiée au profit de la consommation d'autrui. Ces zones de sacrifice sont toutefois situées dans des régions reculées, à haute altitude dans les Andes, où la densité de population est très faible et où pratiquement seuls ceux qui travaillent dans les mines peuvent être témoins directs de ce qui s'y passe. C'est pourquoi, bien qu'il soit profondément ancré dans l'opinion publique chilienne, le concept de « zones de sacrifice » est rarement associé à l'exploitation minière au Chili, mais plutôt à l'activité industrielle en général, comme dans le cas emblématique de la région de Puchuncaví.³ Par conséquent, en raison de l'invisibilité des dégâts, l'équilibre entre les bénéfices économiques et les dommages écologiques locaux, qui caractérise généralement les activités minières, penche nettement en faveur des bénéfices économiques.

Historiquement, l'Église catholique au Chili a axé son intervention dans l'industrie minière sur les conditions de travail des mineurs.⁴ La préoccupation de celui qui allait devenir le cardinal José María Caro⁵, alors qu'il était vicaire apostolique de Tarapacá (au nord du Chili, près de la frontière avec le Pérou) dans les années 1920, concernant les conditions de travail des ouvriers du salpêtre est bien connue des Chiliens (Castro, 2005). Lorsque le mouvement des « prêtres ouvriers » a pris racine au Chili,⁶ certains prêtres travaillaient dans le secteur minier (Alcántara Rojas, 2023). De plus, compte tenu de son importance économique, l'exploitation minière revêt également un poids politique considérable. C'est pourquoi l'Église catholique a soutenu la nationalisation de l'industrie minière du cuivre à la fin des années 1960, se contentant de formuler des remarques sur la manière spécifique dont elle devait être mise en œuvre. Cependant, conformément à

² Le « soulèvement social » est le nom donné aux manifestations politiques auto-organisées qui ont eu lieu à partir d'octobre 2019 et qui ont conduit à un référendum national en 2020 visant à réviser la Constitution. Cependant, la proposition constitutionnelle rédigée par une Convention constituante élue au suffrage universel en 2021 a été rejetée à une large majorité (62 %) en septembre 2022.

³ Puchuncaví est une zone industrielle située dans la province de Valparaíso, au centre du Chili. Elle abrite des raffineries de combustibles fossiles et des centrales thermoélectriques qui ont causé une grave pollution de l'air et des sols dans la région. L'ampleur de son activité industrielle, associée à sa proximité avec la capitale du pays, lui a valu davantage d'attention que d'autres activités industrielles tout aussi polluantes menées dans d'autres régions.

⁴ Il est important de noter que les recherches historiques sur le rôle de l'Église dans les questions sociales ont été menées par des membres du clergé et des laïcs ne possédant pas de qualifications professionnelles d'historiens ; par conséquent, la qualité des sources sur lesquelles repose cette reconstitution est très inégale (Valdivieso, 1999).

⁵ Le cardinal José María Caro (1866-1958) fut le premier cardinal chilien et jouissait donc d'une grande influence au sein de l'Église catholique chilienne. Il fut archevêque de Santiago pendant plus de vingt ans et reçut le titre de cardinal des mains du pape Pie XII.

⁶ Il s'agissait de groupes de prêtres qui, à la suite du Concile Vatican II, ont choisi, en accord avec leurs évêques, de travailler dans des usines afin de se rapprocher de la classe ouvrière et de partager ses conditions de vie. Ce mouvement a vu le jour en Europe et s'est étendu à certains pays d'Amérique latine.

sa position historique, l'Église n'a jamais remis en cause l'exploitation minière en tant que telle, et ne l'avait d'ailleurs jamais fait jusqu'au conflit de Pascua Lama au début des années 2000, comme nous le verrons plus loin.

Les mines chiliennes sont également des lieux de piété populaire. Bien que ce phénomène ne soit pas propre au Chili (on peut penser à la Virgen del Socavón en Bolivie ou à la Virgen de los Remedios à Zacatecas, au Mexique), il existe des sanctuaires mariaux étroitement liés à l'exploitation minière, tels que la Virgen del Rosario de Andacollo, dans le nord du Chili. L'image elle-même a été découverte à la fin du XVI^e siècle dans une mine de cuivre et a rapidement été invoquée comme protectrice des mineurs. À cette époque, comme c'est encore le cas aujourd'hui, l'exploitation minière est une activité risquée, comme l'a mis en évidence le sauvetage, en 2010, de 33 mineurs piégés pendant 69 jours à une profondeur de 700 m dans une mine du nord du Chili, événement qui avait alors fait la une des médias internationaux. Andacollo est essentiellement une ville minière, et ce n'est qu'en 2018 que le sanctuaire marial et son soutien implicite à l'exploitation minière en tant qu'activité économique souhaitable pour la région ont commencé à être remis en question, à la suite d'une controverse concernant les redevances d'une société minière et la répartition des avantages sociaux (Opazo, 2019). Même dans la région de Pascua Lama elle-même (à quelque 200 km d'Andacollo), la ville de Copiapó abrite un sanctuaire marial (la Vierge de La Candelaria) étroitement associé à l'exploitation minière. De même, dès le début des activités minières à l'époque coloniale, saint Laurent a été invoqué comme patron et protecteur des mineurs, à l'instar d'autres pays d'Amérique latine. Ainsi, la piété populaire reflète clairement l'acceptation de l'exploitation minière en général.

Grâce à l'amélioration des conditions de sécurité qui a accompagné le remplacement progressif de l'exploitation minière artisanale par l'exploitation industrielle,⁷ les travailleurs miniers chiliens bénéficient de conditions de travail relativement sûres et équitables, à l'exception d'une petite proportion de mineurs artisanaux (Meller et Meller, 2021). La plupart des mineurs perçoivent des salaires relativement élevés par rapport au reste de la population, généralement environ le double (Minería y Futuro, 2025). De ce fait, l'attention pastorale de l'Église s'est concentrée sur les conséquences du travail minier sur la famille, telles que les absences prolongées du domicile, ainsi que sur les problèmes découlant des conditions de vie des mineurs et de leur pouvoir d'achat relativement élevé, comme la toxicomanie ou la prostitution. Néanmoins, bien qu'elle reste une activité dangereuse et physiquement exigeante, l'exploitation minière attire un nombre important de personnes.

Comme mentionné plus haut, l'exploitation minière est devenue une norme tellement acceptée dans la conscience collective chilienne qu'aucun évêque chilien ni aucun représentant de l'Église n'a assisté à une réunion organisée au Panama en octobre 2024, qui rassemblait quinze évêques d'Amérique latine et des Caraïbes dont les diocèses étaient les plus touchés par l'exploitation minière.⁸ Il s'agit là d'une absence notable, étant donné que l'exploitation minière représente 20 % de l'économie chilienne. Cela contraste avec la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, où l'on observe un niveau élevé de sensibilisation aux enjeux socio-environnementaux liés à l'exploitation minière. Cet « exceptionnalisme chilien », pour ainsi dire, rend d'autant plus important de mettre en lumière l'impact d'une initiative menée par un petit diocèse et une poignée d'agents pastoraux, consacrés et laïcs. Leur opposition au projet minier de Pascua Lama revêtait un caractère hautement prophétique, même si sa diffusion a été limitée dans un pays centralisé comme le Chili. En d'autres termes, l'initiative menée par l'Église autour de ce projet minier peut être qualifiée d'entièrement exceptionnelle. C'est pourquoi il est particulièrement important d'en comprendre les détails.

2. Le projet minier de Pascua Lama

Pascua Lama est un projet minier transnational situé dans les Andes, à la frontière entre le Chili et l'Argentine, dans

⁷ On estime que le nombre total de « pirquineros » (nom donné aux mineurs artisanaux au Chili) représente moins de 10 % de l'effectif total des personnes travaillant dans le secteur minier au Chili, soit environ 15 000 personnes (Meller et Meller, 2021, p. 25).

⁸ Les résultats des débats de cette réunion ont été publiés en juillet 2025 sous le titre « Orientations pastorales des Églises catholiques face à l'exploitation minière » (CELAM, 2025).



la région nord de l'Atacama. Son nom même reflète ce caractère transnational, puisque « Pascua » est le nom chilien du lieu et « Lama » le nom argentin. Il s'agit avant tout d'un projet d'exploitation d'or et d'argent, avec des réserves estimées à près de 18 millions d'onces, et seulement accessoirement d'un projet de cuivre, en raison de l'extraction du minerai par flottation. On estime qu'il renferme environ 1 % des réserves mondiales d'or (U.S. Geological Survey, 2025). Cependant, à l'instar des méthodes conventionnelles d'extraction de l'or, il se caractérise par une exploitation à ciel ouvert, c'est-à-dire une extraction

en surface. Cela amplifie les dommages environnementaux, qui sont généralement plus importants dans le cas de l'exploitation à ciel ouvert que dans celui de l'exploitation souterraine.

Les premières prospections dans la région ont eu lieu dans les années 1970, dans le sillage de l'ouverture du secteur minier chilien aux capitaux internationaux sous le régime de Pinochet. Barrick Gold a acquis la mine au début des années 1990 et, en 1997, à la suite de l'adoption d'un traité régissant l'exploitation minière transnationale, Barrick Gold a soumis le projet minier, marquant ainsi le début de la procédure réglementaire (Herr, 2021, 170). En 2006, l'entreprise a obtenu l'autorisation environnementale des gouvernements chilien et argentin, et en 2009, les travaux de pré-exploitation ont commencé. Les travaux de construction ont débuté en 2011. La mise en production de la mine était prévue pour 2013. Le 31 octobre 2013, les travaux de construction ont été interrompus et le projet a été suspendu en raison de litiges juridiques intentés par des communautés chiliennes, avec le soutien du diocèse de Copiapó (ce qui sera détaillé dans la section suivante). En 2018, la Surintendance de l'environnement du Chili a ordonné sa fermeture totale et définitive, décision confirmée en 2020 par un arrêt de la Cour d'appel d'Antofagasta, que la société minière a accepté.

L'exploitation à ciel ouvert implique la manipulation de volumes extrêmement importants de terre, car elle consiste à dynamiter la montagne, à collecter les déblais, à séparer ce qui est exploitable de ce qui ne l'est pas (ce qui représente généralement moins de 1 % des matériaux), à utiliser de grandes quantités d'eau et à transporter les déblais et les déchets vers un autre site, ce que l'on appelle les résidus miniers. Dans le cas de Pascua Lama, l'impact environnemental principal concernait les réserves d'eau qui, compte tenu de la haute altitude, sont contenues dans les glaciers, le plus important réservoir d'eau douce de la Terre (Bórquez et al., 2006). Cela a par conséquent affecté l'approvisionnement en eaux de surface et les aquifères eux-mêmes. La mine était située sous trois glaciers (Toro I et II et Esperanza), qui alimentaient le bassin de la rivière Huasco (couvrant une superficie d'environ 10 000 km²) et qui soutenaient l'agriculture dans la vallée ainsi que la subsistance de sa population (environ 70 000 personnes). Outre une consommation d'eau considérable, le processus d'extraction aurait entraîné une pollution des sols et de l'eau et détruit les zones humides de haute altitude (appelées « bofedales »). Celles-ci agissent comme un filtre naturel pour les métaux lourds présents dans les montagnes et emportés par l'eau. Leur disparition aurait donc eu des répercussions sur la conservation et la purification de l'eau (Pérez et al., 2024). Du côté argentin, l'impact était moins important, mais des inquiétudes existaient concernant la pollution due au cyanure utilisé dans le processus d'extraction de l'or, ainsi que les grandes quantités d'eau que celui-ci nécessite.⁹ Le fait que Pascua Lama fût le premier projet minier à grande échelle de l'histoire de la vallée du Huasco a probablement influencé l'opposition au projet. L'exploitation minière s'aventurait en terrain inconnu, contrairement à la majeure partie de l'expansion minière des années 1990, qui s'est déroulée au Chili et qui s'est traduite par l'extension d'exploitations minières existantes (Recabarren, 2026).

⁹ Chaque étape du processus minier nécessite de l'eau : pour forer et refroidir les équipements, pour limiter la poussière, pour séparer le minerai des stériles, et pour transporter les boues par des canalisations. On estime que la production d'un kilo d'or nécessite, en moyenne, 265 000 litres d'eau (Lezak et al., 2023). Cela exerce une pression énorme sur les bassins versants locaux. Dans l'exploitation aurifère en particulier, le cyanure est le produit chimique de choix pour extraire l'or de minerais à faible teneur grâce à un procédé appelé « lixiviation en tas », dans lequel une solution de cyanure est infiltrée à travers la roche concassée afin de dissoudre les particules d'or microscopiques. Bien que très efficace, le cyanure est toxique pour la vie aquatique et mortel pour les oiseaux et les mammifères, même à de très faibles concentrations. Le principal risque réside dans un déversement accidentel.

L'opposition manifeste au projet a débuté au début des années 2000 (Urkidi, 2008), parallèlement au lancement du processus de consultation communautaire requis par la législation environnementale chilienne (loi n° 19.300). Ce processus a d'abord été organisé par un collectif local se faisant appeler « Comité de surveillance de la rivière Huasco et de ses affluents », qui a rassemblé quelque 2 000 agriculteurs de la vallée et s'est vu accorder un statut juridique. Barrick Gold leur a proposé 60 millions de dollars sur 20 ans pour s'assurer de leur soutien (Salinas et Karmy, 2009, 26). Avec les élections présidentielles de 2005, le projet a fait l'objet d'un vaste débat public. Il a été approuvé en février 2006, un mois avant l'entrée en fonction du nouveau gouvernement de Michelle Bachelet. L'opposition au projet a alors pris une dimension internationale (Salinas et Karmy, 2009, 27–28).¹⁰ L'opposition a dû faire face non seulement à la puissance économique des intérêts miniers, mais aussi à la puissance politique, étant donné que le projet bénéficiait du soutien unanime des autorités politiques à tous les niveaux, des collectivités locales à la présidence.

L'Église catholique n'était pas le principal moteur de l'opposition, mais comme la population de la vallée du Huasco est relativement peu nombreuse et majoritairement rurale,¹¹ l'Église était, par définition, un acteur social de premier plan compte tenu de sa présence dans la région. Vers 2006, une nouvelle pastorale pour la sauvegarde de la création (*pastoral de salvaguardia de la creación*) a vu le jour dans le diocèse de Copiapó, largement portée dans un premier temps par des religieuses. Elle a organisé des conférences, des peintures murales (une forme typique de protestation pacifique en Amérique latine), des projections de documentaires et d'autres activités de sensibilisation à l'intention de la communauté. L'opposition de l'Église a atteint son apogée en 2008, avec une marche qui s'est terminée par une messe à la cathédrale Notre-Dame-du-Rosaire de Copiapó, à laquelle ont assisté 40 prêtres et religieuses – soit pratiquement l'ensemble du clergé du diocèse. Après cet événement, l'opposition de l'Église s'est principalement exprimée par le biais d'une participation, tant individuelle – de la part du clergé ou des laïcs – que collective (dans le cadre de la lettre pastorale susmentionnée pour la sauvegarde de la création), au sein d'une large coalition d'organisations de la société civile qui ont engagé une action en justice aboutissant à la fermeture définitive du projet. La section suivante analyse les actions menées par l'Église en réponse au projet Pascua Lama, depuis son annonce jusqu'à sa fermeture. L'auteur a effectué une visite de quatre jours dans la vallée du Huasco et à Copiapó en mai 2026 et s'est entretenu avec divers acteurs impliqués dans l'opposition de l'Église, principalement des agents pastoraux, des prêtres et des religieuses, y compris l'actuel évêque du diocèse.¹²

3. La réaction de la communauté catholique

Avant d'évoquer en détail les actions de l'Église, une brève description de l'Église locale permet de mieux comprendre son implication dans la réponse apportée au projet Pascua Lama. Le diocèse de Copiapó est l'un des 27 diocèses du Chili ; il est situé dans la région désertique de l'Atacama, au nord du pays. C'est l'un des plus vastes diocèses (80 000 kilomètres carrés, soit la superficie de l'Autriche ou de la République tchèque), mais aussi l'un des moins peuplés (300 000 habitants). Une grande partie de son territoire est constituée du désert d'Atacama, la région la plus aride du monde. Trois vallées sillonnent le diocèse : la vallée du Chañaral ou vallée du Nord, la vallée de Copiapó ou vallée centrale, où se trouve la capitale régionale (qui compte environ 150 000 habitants), et la vallée du Huasco ou vallée du Sud, dont la principale ville est Vallenar. Le projet Pascua Lama était situé sur le territoire de la paroisse d'Alto del Carmen, dans la vallée du Sud. Le territoire de la paroisse était la principale zone touchée par le projet ; toutefois, compte tenu de l'impact de celui-ci sur les glaciers, comme indiqué précédemment, les dégâts se seraient étendus à l'ensemble de la vallée de Huasco, jusqu'à son embouchure sur l'océan Pacifique, au niveau du port de Huasco. Les communautés catholiques s'organisaient autour des

¹⁰ Salinas et Karmy (2009) dressent un compte rendu détaillé de l'opposition de la société civile au projet, sans toutefois se concentrer sur le rôle de l'Église catholique.

¹¹ La densité de population moyenne est d'environ 7 habitants au kilomètre carré ; à titre de comparaison, la région métropolitaine de Santiago compte 480 habitants au kilomètre carré.

¹² L'évêque qui a mené l'opposition, Gaspar Quintana, est décédé fin décembre 2025, après la commande de l'étude de cas et avant que la visite n'ait lieu. Il a été évêque de Copiapó entre 2001 et 2014.

paroisses d'Alto del Carmen, de Vallenar, de Freirina et de Huasco.¹³ La paroisse d'Alto del Carmen s'étend sur deux vallées des affluents du fleuve Huasco, avec 30 communautés réparties en deux groupes linéaires, chacun d'environ 70 km de long. Il s'agit donc d'une paroisse très étendue et peu peuplée. Elle est généralement desservie par un prêtre résidant dans la ville d'Alto del Carmen et par des religieuses basées à El Tránsito, la localité la plus peuplée, située dans la vallée d'El Tránsito, également connue sous le nom de « Valle de los Naturales ».

Accompagnement

Ce sont les habitants de la partie haute de la vallée qui ont été les premiers à tirer la sonnette d'alarme au sujet du projet. Selon un catéchiste de la paroisse, c'est une femme qui cueillait des plantes médicinales qui a été la première à remarquer les activités de la société minière à la fin des années 1990, lorsque les plantes se flétrissaient sans raison apparente. Le trafic intense de poids lourds constituait également un indice clair des travaux de construction de la mine. Les déversements d'hydrocarbures dans la rivière et d'autres formes de pollution de l'eau ont également suscité l'inquiétude des agriculteurs locaux.

Comme mentionné dans l'introduction, la normalisation de l'exploitation minière au Chili a fait que les religieuses de la paroisse, en apprenant l'existence de ces activités minières, y ont d'abord vu d'un bon œil, compte tenu du développement économique et des opportunités d'emploi que cela apporterait à la région. Cependant, grâce à leur travail pastoral auprès des communautés locales, les religieuses ont rapidement recueilli des informations différentes concernant le projet. Un catéchiste de la paroisse a eu accès à l'étude d'impact environnemental et l'a transmise aux religieuses. Cela a semé le doute quant aux dommages environnementaux que le projet entraînerait.

Le changement de position des religieuses a rapidement permis de nouer les premières alliances avec des personnes extérieures à la communauté et a donné lieu à une série d'actions initiales. Celles-ci consistaient principalement à diffuser des informations sur les dommages environnementaux du projet et les fausses promesses faites par Barrick Gold (San Juan, 2011, 273). Comme mentionné précédemment, il s'agissait du tout premier projet minier jamais mis en place dans la vallée. Une sorte de « tournée » a été organisée : une religieuse et un catéchiste paroissial ont parcouru toute la vallée, rassemblant la population locale dans chaque ville et chaque hameau, pour l'informer du projet. La mobilisation a ainsi commencé à la base et a été résolument « ascendante ». Les premiers à se mobiliser furent des laïcs catholiques et des personnes consacrées qui se joignirent à des chrétiens d'autres confessions et à des non-croyants, unis par leur préoccupation face à un problème grave et commun à tous les habitants de la vallée : la menace qui pesait sur la source d'eau de la vallée du Huasco, essentielle à la vie des communautés locales de la région.

Ce soutien, ainsi que la présence de l'Église sur l'ensemble de ce vaste territoire peu peuplé, a conduit toutes les communautés de la vallée du Huasco, depuis Alto del Carmen jusqu'à l'embouchure du fleuve dans l'océan Pacifique, à se mobiliser ensemble contre le projet. Prêtres, religieuses et laïcs ont utilisé les homélies, les séances de catéchèse et les neuvaines traditionnelles¹⁴ organisées lors des fêtes patronales pour alerter la population sur les dangers que le projet faisait peser sur les habitants de la vallée. Ainsi, la quasi-totalité de la population a été informée du projet et de ses impacts écologiques.

Barrick Gold a mené sa propre campagne, mettant en avant les avantages économiques du projet et fournissant des ressources substantielles aux communautés pour s'attirer leurs faveurs, notamment en finançant la célébration des

¹³ Parallèlement à l'opposition au projet Pascua Lama, la paroisse de Freirina s'est également mobilisée contre l'extension d'un élevage porcin intensif qui avait des conséquences écologiques néfastes pour la région.

¹⁴ Les neuvaines sont une pratique catholique traditionnelle consistant à réciter chaque jour, pendant neuf jours, des prières spéciales (adressées à Marie ou aux saints patrons). En raison du nombre élevé de communautés catholiques situées en milieu rural et ne bénéficiant pas de la présence permanente de prêtres ou de religieuses, les activités pastorales dans ces lieux ont tendance à se concentrer pendant les neuvaines, qui se déroulent dans différentes communautés à différents moments de l'année. Le prêtre local reste sur place pendant la préparation et la célébration de la fête patronale. Ainsi, une fois par an, les activités pastorales se concentrent et permettent aux habitants de se rassembler et d'échanger entre eux.

fêtes religieuses. Cela a créé une profonde division au sein de la population locale et au sein même des communautés chrétiennes, qui persiste encore aujourd'hui (la société minière continue de chercher à offrir de l'argent aux communautés locales et à l'Église). Dans ce contexte, l'Église d'Atacama continue de se tenir aux côtés de la société civile à travers diverses initiatives qui visent à souligner la nécessité de privilégier la protection de l'environnement par rapport aux avantages économiques promis par le projet.

Une caractéristique distinctive de la réponse de l'Église au projet Pascua Lama a été l'implication progressive des différents niveaux de l'Église. Ce qui a commencé comme une initiative locale au sein d'une seule paroisse s'est transformé en une initiative de doyenné (impliquant toutes les paroisses de la vallée) avant de prendre une dimension diocésaine, l'évêque lui-même prenant la tête des actions. En d'autres termes, c'est la communauté elle-même qui a poussé ses pasteurs à organiser une réponse structurée. De leur côté, les pasteurs méritent d'être salués pour s'être laissés interpeller et éclairer par leurs communautés. Cela a conduit à la mobilisation totale de l'ensemble de la communauté ecclésiale, des paroissiens jusqu'à l'évêque, en tant que corps cohésif.

Un effort proactif a également été déployé pour collaborer avec des organisations laïques, des groupes de la société civile et d'autres confessions religieuses, y compris les communautés autochtones de la région (les Diaguitas). Cette mobilisation à grande échelle reposait sur la conviction que tous les habitants de la vallée partageaient une préoccupation commune : celle de voir leur mode de vie menacé par le projet Pascua Lama. Ainsi, dès le début, l'Église catholique a cherché à collaborer avec toutes les autres initiatives menées dans la vallée pour protéger les sources d'eau menacées par le projet minier. Cet accompagnement par les pasteurs de l'Église catholique a permis aux communautés locales de ne pas se sentir seules et leur a donné le sentiment de faire partie d'un réseau plus large de personnes soucieuses de préserver les glaciers et ce que le pape François appellerait « notre maison commune », la planète Terre. Ils ont également aidé les communautés catholiques locales à mettre des mots sur ce qu'elles vivaient : une blessure infligée à la Création et à la vie de leurs frères et sœurs qui voyaient leurs moyens de subsistance menacés. Cet effort pour aller au-delà des limites de la communauté chrétienne a été une caractéristique marquante de l'approche d'accompagnement que le diocèse de Copiapó a décidé d'adopter.

Documentation et communication

Comme mentionné dans l'introduction, et comme c'est souvent le cas dans le secteur minier en général, l'exploitation minière au Chili se déroule dans des zones reculées et difficiles d'accès. L'Église locale a collaboré avec des organisations de la société civile pour documenter et faire prendre conscience des dégâts qu'entraînait le projet. Par exemple, elles ont collaboré à l'analyse de l'eau des rivières pour détecter des polluants, ainsi qu'à la réalisation d'inspections sur site afin de documenter ce qui se passait en haute montagne, en particulier l'état des glaciers et des zones humides, qui étaient endommagés par les activités d'exploration et de construction de Barrick Gold.



Le travail du service de communication du diocèse a été particulièrement remarquable. Il a servi de principal canal de diffusion de l'opposition de l'Église au projet Pascua Lama, des raisons de cette opposition et des mesures prises pour l'empêcher. Des mises à jour régulières concernant les activités de l'Église liées au projet étaient publiées sur le site web de la Conférence épiscopale du Chili. Par exemple, il a publié une lettre ouverte largement diffusée, rédigée par les prêtres et les religieux de la vallée de Huasco et intitulée « L'homme ne vit pas seulement de pain », adressée à tous les habitants de la vallée (CEC, 2005). De plus, le diocèse a également créé en 2001 à Freirina une nouvelle station de radio, Radio Profeta, qui couvrait l'ensemble de la vallée du Sud. Elle est toujours en activité aujourd'hui. La radio est un média dont la portée est considérable au sein des communautés locales, en particulier rurales, car ces zones ne disposent généralement pas de nombreux médias locaux. Les journaux nationaux ou la télévision rendent rarement compte en détail de ce qui se passe

dans les petites communautés. La création de Radio Profeta a permis d'assurer une circulation continue de l'information et de la diffuser auprès de tous.

À plus petite échelle, l'Église locale a également participé à la diffusion d'informations par le biais de tracts et d'autres supports écrits. Cela a permis de tenir la population informée de l'évolution du conflit avec Barrick Gold et des différentes activités organisées pour s'opposer au projet. Sans surprise, cette diffusion d'informations s'est heurtée à une opposition farouche de la part de la société minière, qui a consacré d'importantes ressources à une campagne de communication agressive mettant en avant les avantages du projet. Les données recueillies et diffusées par les travailleurs en collaboration avec d'autres militants écologistes, soutenues par l'infrastructure de communication de l'Église, ont contribué à contrer cette offensive de communication menée par la société minière.

Comme c'est souvent le cas dans les conflits socio-environnementaux liés à l'exploitation minière, des actes de harcèlement ont également été commis à l'encontre des opposants au projet, notamment des prêtres et des religieuses. Ceux-ci ont notamment signalé que les pneus de leurs véhicules avaient été dégonflés, les rendant inutilisables, ou que des bruits perturbateurs avaient été provoqués aux abords de leurs résidences aux petites heures du matin. Des sommes d'argent ont également été proposées pour acheter leur silence. En résumé, l'Église a mis à disposition ses infrastructures et ses moyens de communication pour protéger la création. Cela a permis de fédérer les communautés rurales, souvent peu organisées en raison de leur dispersion géographique.

Éducation et renforcement des capacités

La sensibilisation aux conséquences écologiques du projet Pascua Lama n'était pas suffisante. Il fallait également mettre en avant les raisons sous-jacentes pour lesquelles il était impératif de protéger l'environnement (les sources d'eau en l'occurrence) face à d'immenses dégâts potentiels, qui s'étaient déjà manifestés par des incidents tels que ceux décrits ci-dessus. Dans ce contexte, la mise en place de la pastorale pour la sauvegarde de la création, mentionnée plus haut, au sein des structures diocésaines s'est avérée fondamentale. À l'image de l'ensemble de ce processus, cette initiative est née de la base, des agents pastoraux, en particulier des religieuses, directement impliqués auprès des communautés de la zone touchée par l'exploitation minière. En d'autres termes, la « pastorale pour la sauvegarde de la création » est le nom qui a permis de définir et d'identifier la nature du travail pastoral déjà mené.

Les agents pastoraux ont rapidement entrepris leurs propres recherches sur les fondements théologiques de la défense de l'environnement, d'une manière accessible aux fidèles catholiques et susceptible de les sensibiliser à la menace qui pesait sur eux. À cette fin, ils se sont appuyés non seulement sur les Écritures saintes, mais aussi sur les documents du Magistère de l'Église traitant de la protection de l'environnement. C'était avant la publication de l'encyclique du pape François *Laudato Si' : Sur la sauvegarde de la maison commune*, parue en 2015, date à laquelle la préoccupation écologique de l'Église a pris une importance publique. Il existait déjà un recueil de textes magistérielles pour étayer l'action de l'Église concernant le projet Pascua Lama. Parmi ceux-ci figurait le *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, publié en 2004 par l'ancien Conseil pontifical « Justice et Paix », et qui contient un chapitre sur la sauvegarde de l'environnement (CPJP, 2004, chapitre 10). Il existait également des textes consacrés au droit à l'eau, tels que le Message du pape Jean-Paul II à la Conférence nationale des évêques du Brésil à l'occasion de leur campagne de Carême 2004 intitulée « L'eau, source de vie » (Jean-Paul II, 2004). De même, le Document d'Aparecida, publié en 2007 à l'issue d'une réunion du Conseil épiscopal pour l'Amérique latine et les Caraïbes, comportait de nombreux paragraphes consacrés à l'environnement (CELAM 2007, par. 470-475).

La question de l'eau étant au cœur des préoccupations (en raison de la dégradation des glaciers et de la pollution du fleuve Huasco), le texte de Jean-Paul II sur ce sujet a eu un impact particulier. Par ailleurs, la question de l'eau était également au cœur d'autres conflits environnementaux, comme celui concernant le barrage d'Hidroaysén, dans le sud du Chili.¹⁵ La lettre pastorale de l'évêque d'Aysén, Mgr Luigi Infanti, consacrée à la protection des ressources en eau (Infanti, 2008), a

¹⁵ Pour une analyse de la mobilisation sociale autour du barrage d'Hidroaysén, voir Schiappacasse et al. (2024).

également trouvé un écho particulièrement fort en tant que contribution à l'affaire Pascua Lama. Mgr Infanti s'est lui-même rendu à plusieurs reprises dans le diocèse de Copiapó pour partager ses réflexions avec la communauté ecclésiale de la région d'Atacama.

C'est ainsi qu'en s'appuyant sur ces sources, les agents pastoraux se sont attachés à susciter un engagement en faveur de la protection de l'environnement dans une perspective de foi catholique. Les homélies ont constitué les principaux lieux de formation (le projet Pascua Lama et ses impacts écologiques étaient un thème récurrent dans la prédication), en particulier lors d'événements rassemblant de grandes foules, tels que les neuvaines pour les fêtes patronales. Des lettres publiques ont également été rédigées, comme celles mentionnées ci-dessus, dans lesquelles les motivations de l'opposition au projet étaient exposées avec rigueur et concision. Les programmes de catéchèse, en particulier la catéchèse familiale sur l'initiation à la vie eucharistique – qui, au Chili, implique toute la famille et pas seulement les enfants –, ont également été des occasions d'aborder le thème de la sauvegarde de la création. Ce qui a commencé comme une initiative d'une poignée d'agents pastoraux s'est transformé en une initiative à l'échelle diocésaine mobilisant l'ensemble de l'Église du nord du Chili et au-delà.

Les religieux et religieuses du pays, regroupés au sein de la Conférence nationale des religieux et religieuses du Chili (Conferencia de Religiosas y Religiosos de Chile, CONFERRE), ont également constitué un formidable soutien pour les religieuses locales. Ils participaient activement au travail pastoral local et le soutenaient. Leur présence lors d'événements tels que les messes et les sessions de formation revêtait une importance particulièrement symbolique.

Malheureusement, le soutien apporté par la Conférence épiscopale du Chili s'est limité à la mise à disposition de son site web pour la diffusion d'informations. Hormis la collaboration de Mgr Infanti, évêque du diocèse d'Aysén en Patagonie, les évêques chiliens n'ont jamais fait de déclaration ni exprimé publiquement leur soutien à l'évêque du diocèse de Copiapó de l'époque, Gaspar Quintana. C'est là un autre élément qui illustre le caractère prophétique de l'action pastorale de base, en l'occurrence d'une mobilisation « ascendante » (bien que facilitée par les déclarations d'évêques d'autres régions, comme celles du CELAM, et par la campagne de Carême sur l'eau de la Conférence épiscopale brésilienne mentionnée plus haut).

Malheureusement, la région d'Atacama manque d'établissements d'enseignement supérieur solides, du moins par rapport à ceux que l'on trouve dans d'autres parties du pays. Et il n'y a pas non plus de présence catholique dans l'enseignement supérieur. Néanmoins, en collaboration avec d'autres organisations de la société civile, diverses activités éducatives de grande envergure ont été organisées à l'intention du public, telles que des conférences données par des scientifiques, en particulier des glaciologues, compte tenu de l'importance centrale de la question de l'eau. L'objectif était de toucher les couches les plus instruites de la société afin de les sensibiliser au problème environnemental. La collaboration avec l'Observatoire latino-américain des conflits environnementaux (Observatorio Latino-americano de Conflictos Ambientales, OLCA) a joué un rôle essentiel.

À plus petite échelle, la collaboration avec de jeunes professionnels exceptionnels a également été significative. Dans le cadre du programme « *Servicio País* », ¹⁶ des jeunes consacrent quelques années à exercer leur profession dans des zones plus reculées et disposant de moins de ressources humaines. Bon nombre de ceux qui étaient affectés dans la région d'Atacama ont participé avec beaucoup d'enthousiasme aux différentes initiatives de formation en matière de gestion environnementale. Il n'y a toutefois pas eu de collaboration avec les établissements d'enseignement supérieur catholiques du pays, bien que certains d'entre eux possèdent une expertise considérable en matière écologique, comme l'Université pontificale catholique du Chili ou l'Université catholique du Nord.

De son côté, le Centre œcuménique Diego de Medellín¹⁷ a assuré un suivi partiel de l'affaire. Le Centre a publié de courts

¹⁶ Servicio País est un programme de volontariat financé par des fonds privés qui vise à attirer des talents vers la fonction publique dans les zones rurales en recrutant de jeunes professionnels qui travaillent dans la fonction publique après avoir obtenu leur licence.

¹⁷ Le Centre Diego de Medellín est une association chrétienne engagée dans des actions en faveur de la justice sociale et des activités de sensibilisation autour de différentes questions de justice sociale.

articles sur l'affaire Pascua Lama dans sa revue (la *Revista de Pastoral Popular*), à laquelle la communauté catholique a contribué afin de diffuser des informations et de sensibiliser le grand public aux conséquences écologiques du projet Pascua Lama.

En résumé, avec les ressources limitées dont elle disposait et grâce à son autogestion, l'Église d'Atacama a mobilisé ses initiatives éducatives pour faire face aux impacts écologiques des activités minières de Barrick Gold. Elle a réussi à collaborer avec d'autres organisations de la société civile, permettant ainsi aux fidèles catholiques de bénéficier d'une formation à la protection de l'environnement ainsi que d'informations spécialisées sur cette affaire.



Défense des droits

Le cadre juridique chilien en matière d'environnement comprend une série de procédures visant à garantir le respect des droits environnementaux. En 2010, le cadre institutionnel chilien en matière d'environnement a été considérablement renforcé lorsque la loi n° 20-147 a créé le Service d'évaluation environnementale (*Servicio de Evaluación Ambiental*, SEA) et la Surintendance de l'environnement (*Superintendencia del Medio Ambiente*, SMA). Ces organismes ont remplacé l'ancienne Commission nationale de l'environnement qui était en place lors de l'approbation initiale du projet en 2006. Cette nouvelle structure institutionnelle et juridique en matière d'environnement explique dans une certaine mesure pourquoi le projet a finalement été abandonné.

Pour mener à bien un projet minier, il faut tout d'abord obtenir une concession de droits ; dans le cas de Pascua Lama, celle-ci a été obtenue en 1994. Cependant, s'agissant d'un projet transfrontalier, il était également régi par un traité conclu entre le Chili et l'Argentine en 1997 et par un protocole additionnel spécifique de 2004, comme mentionné à la section 2.

En tant que première étape du processus d'exploitation, tout projet minier à grande échelle au Chili nécessite une étude d'impact sur l'environnement (EIE). Comme mentionné plus haut, c'est ce document, approuvé en 2001, qui a suscité les inquiétudes de la communauté et s'est avéré être l'instrument décisif à l'origine de l'opposition au projet. C'est pourquoi l'une des premières mesures prises par les communautés locales a été de suivre de près l'EIE de l'entreprise, exigée par la loi.

Le projet était situé sur les terres ancestrales du peuple Diaguita, un groupe autochtone. À l'époque de l'EIE, en 2001, ce peuple ne bénéficiait d'aucune reconnaissance juridique ; celle-ci lui serait accordée plus tard, en 2006, en vertu de la loi n° 20.117 (Gajardo, 2014, 75). N'étant pas reconnus comme autochtones, ils n'avaient pas été officiellement consultés, comme l'exige la Convention n° 169 de l'OIT (adoptée en 1989 mais ratifiée par le Chili en 2008). Les communautés Diaguita ont toutefois participé officiellement aux étapes ultérieures du processus. À l'instar de l'ensemble de la population de la vallée, elles étaient cependant divisées. Par conséquent, la question des droits ancestraux n'a pas eu suffisamment de poids en tant qu'instrument juridique pour mettre un terme au projet. Mais, malgré cette division, ce sont les communautés Diaguita, soutenues par l'Église locale, qui ont remporté la première victoire juridique contre Barrick Gold en 2012, à savoir une demande de protection devant la Cour d'appel de Copiapó. À la suite de ce recours, accueilli par la Cour dans son arrêt n° 300/2012, les travaux de construction de la mine ont été suspendus pour la première fois. Il convient de noter que cette décision ne reposait pas sur la reconnaissance des droits ancestraux, ni sur une éventuelle violation de ceux-ci, mais sur les dommages environnementaux causés par le projet.

Au cours de cette période de bataille juridique, qui s'est principalement déroulée de 2012 jusqu'à la fermeture définitive de la mine en 2020, la pastorale pour la sauvegarde de la création du diocèse et l'Assemblée de l'eau de Guasco Alto – auxquelles ont participé des agents pastoraux tout au long du processus – ont pris part dès le début à diverses actions en justice à différents niveaux. Cette participation a été soutenue, encouragée et approuvée par l'Église d'Atacama et a été conçue comme une action ecclésiale à part entière. Elle constituait une expression de solidarité et un moyen de partager les préoccupations et les luttes des personnes que l'Église sert. En novembre 2013, l'évêque de Copiapó, Mgr Quintana, a témoigné devant la commission d'enquête de la Chambre des députés chilienne au sujet du projet Pascua Lama. Il a souligné que « selon les principes de la doctrine sociale de l'Église, la nature ne peut être réduite à un simple instrument, destiné à être manipulé et exploité » (Chambre des députés de la République du Chili, 2014, 71).

Cependant, les gestes symboliques les plus puissants de résistance non violente n'ont pas eu lieu à ce moment-là en 2013. Ils ont atteint leur paroxysme vers la fin des années 2000, bien avant que les actions en justice ne commencent à porter leurs fruits. Néanmoins, la mobilisation de la société civile a été un facteur important dans la victoire juridique qui a suivi, en attirant l'attention de l'opinion publique locale et nationale sur cette question.

Résistance civile non violente

Le clergé, les religieux et les catholiques laïcs en général se sont activement impliqués dans les actions de la société civile. Ils ont participé, manifesté et aidé d'autres personnes à se mobiliser. La résistance civile a principalement pris la forme de diverses actions de protestation destinées à attirer de grandes foules, en particulier des messes célébrées dans des lieux emblématiques, comme à Chollay, le dernier village de la vallée, en 2006. Il y eut également des marches, qui aboutissaient souvent à des cérémonies liturgiques et rassemblaient des centaines, voire parfois des milliers de personnes. La liturgie était également enrichie d'un langage symbolique en lien avec le projet Pascua Lama. L'eau était présentée comme une offrande sous forme de glace afin de souligner l'importance cruciale des glaciers pour la vie. Un drapeau vert et blanc était porté pendant les marches pour symboliser à la fois la terre et l'eau sous leur forme gelée. Comme le reconnaissent Cortez et Maillet (2018, 15), les personnes impliquées dans les manifestations étaient « fondamentalement liées à l'Église catholique ».

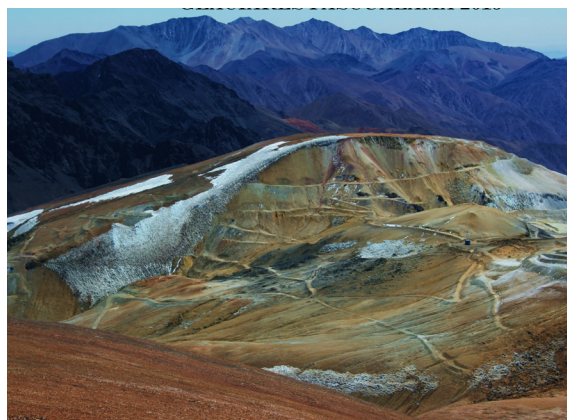
En 2007, un important groupe de prêtres et de religieuses de la province de Huasco, dans le diocèse de Copiapó, a publié une déclaration publique intitulée « Pour le Dieu de la vie, au service de la vie », qui a été mise en ligne sur le site web de la Conférence épiscopale (CEC, 2007). L'un des moments les plus marquants, qui a également fait l'objet d'une large couverture médiatique, a été une marche organisée le 5 août 2008 depuis le pont enjambant le fleuve Copiapó, dans la ville de Copiapó, jusqu'à la cathédrale diocésaine. Dans son homélie prononcée lors de la messe, Mgr Quintana a mentionné, en citant le document d'Aparecida et Jean-Paul II, que les projets miniers qui nuisent à la création et aux êtres humains devaient être rejetés. La pastorale diocésaine pour la sauvegarde de la création a également mené diverses activités liées à la Journée mondiale de l'eau, instaurée par l'ONU en 1993, afin de défendre le droit à l'eau, une ressource si précieuse dans un environnement désertique tel que celui de l'Atacama.

Conformément à la tradition chilienne de manifestation pacifique,¹⁸ des fresques murales ont également été utilisées comme moyen emblématique de sensibilisation à la cause environnementale. Au début des années 2000, une fresque communautaire, conçue par l'artiste Víctor Pacha et dédiée à la vallée et à la Vierge du Carmen, patronne de la ville, a été peinte sur la façade de l'église d'Alto del Carmen (Luna, Padilla et Alcayaga, 2004). Dans la partie inférieure, en utilisant des tons noirs et sombres, la fresque représentait l'activité minière comme une menace mortelle pour la vallée.

Dans ce contexte de résistance non violente, on ne peut passer sous silence ce que l'on appelle familièrement le « onzième commandement du diocèse de Copiapó ». Il s'agit de la décision, approuvée et encouragée par Mgr Quintana,

¹⁸ Les fresques murales sont des peintures réalisées dans des espaces publics, notamment sur des murs ou des façades ; elles sont très courantes au Chili et constituent un moyen d'attirer l'attention sur des enjeux sociaux. Elles se situent à la croisée de l'art et de la contestation publique.

selon laquelle l'Église ne doit pas accepter d'argent provenant des sociétés minières. Comme mentionné plus haut, les sociétés minières au Chili (et ailleurs) ont pour stratégie courante de faire don de sommes importantes aux communautés locales afin de s'attirer leurs faveurs. Parmi celles-ci, les églises sont souvent les bénéficiaires privilégiés des entreprises. L'argent est versé pour la rénovation de lieux de culte, de salles paroissiales, d'établissements scolaires ou d'autres infrastructures ecclésiastiques. Dans un diocèse pauvre comme celui de la région d'Atacama, où l'exploitation minière est l'activité économique la plus florissante, refuser un don d'une société minière relève d'un grand héroïsme et est pratiqué avec une constance remarquable par le clergé.



Il convient de rappeler deux épisodes à cet égard. Le premier est le refus d'un don de 800 000 dollars de la part de Barrick Gold à une congrégation religieuse pour la construction d'une maison de retraite à Vallenar. La société minière avait contacté la congrégation et annoncé publiquement ce don, mais Mgr Quintana a donné un ordre catégorique à la communauté religieuse : si elle acceptait ce don, elle devrait quitter le diocèse.¹⁹ Un autre cas significatif, qui reflète également la division au sein de l'Église sur cette question, est la campagne menée par l'aumônier de l'organisation « Un Techo Para Chile » (aujourd'hui Techo), qui construit des logements dans des zones marginalisées. Barrick Gold a proposé d'importantes sommes d'argent pour le projet et a même organisé une visite de l'aumônier dans la vallée de Huasco afin qu'il présente aux catholiques les avantages du projet. L'Église d'Atacama a réagi à l'unanimité. Tout d'abord, une délégation de l'Église a rencontré à Santiago le supérieur hiérarchique de l'aumônier pour lui demander de ne pas s'impliquer dans ce projet. Puis, après les critiques publiques formulées par l'aumônier, elle a publié une lettre ouverte exprimant son opposition à la promotion du projet minier par ce dernier et soulignant le décalage avec la position officielle du diocèse sur la question.

Cette prise de position ecclésiastique ne se limite pas à une condamnation publique des dommages environnementaux causés par l'activité minière ; elle met également en évidence la manière dont les conflits d'intérêts exacerbent considérablement la tension entre les intérêts économiques et la gestion responsable de l'environnement. Dans de nombreux secteurs économiques, les conflits d'intérêts peuvent compromettre la validité de la recherche, de la collecte de données et de la diffusion d'informations sur les dommages environnementaux, ce qui en fait un facteur perturbateur auquel il convient de s'attaquer activement. Dans cette optique, l'interdiction faite aux acteurs de l'Église de recevoir de l'argent de la part des sociétés minières – « le onzième commandement d'Atacama » – sert avant tout de garde-fou contre de tels conflits d'intérêts, préservant ainsi la crédibilité et l'indépendance de ceux qui s'expriment au nom des communautés et des écosystèmes touchés. La question de savoir si cela constitue une forme de résistance dépend de la portée que l'on donne à ce terme. Au sens strict, le refus des dons n'est pas un acte de résistance en soi : il s'agit d'une mesure préventive, et non d'une remise en cause directe des activités minières. Dans un sens plus large, cependant, en préservant les acteurs de l'Église de toute mainmise économique, cette interdiction crée les conditions d'indépendance nécessaires à un véritable plaidoyer, et, à cet égard, elle peut être comprise comme une condition préalable structurelle à la résistance non violente au déploiement de projets miniers, même si elle ne constitue pas en soi une telle résistance.

4. Réflexions finales

Au moment de la rédaction de cette étude de cas (mai 2026), Barrick Gold a lancé une nouvelle tentative pour relancer le projet. L'entreprise a déposé une nouvelle demande d'évaluation environnementale auprès du Service d'évaluation

¹⁹ Les organisations défendant la vallée du Huasco ont rédigé une lettre ouverte à l'évêque de Talca, dont dépendait la congrégation en question, pour lui demander d'exhorter cette dernière à refuser l'argent. Le texte précise le montant en jeu, soit 800 000 dollars (ce qui correspond pratiquement à la totalité des fonds nécessaires à la construction du projet), et mentionne explicitement l'opposition de l'évêque Quintana (Comunidades del Valle del Huasco, 2012).

environnementale pour un nouveau projet dans la même zone, baptisé « El Alto » (BN Americas, 2026). Cela nous rappelle qu'un projet minier n'est jamais définitivement arrêté. Les intérêts économiques qui sous-tendent les projets miniers sont si importants qu'une vigilance constante s'impose.

Contrairement à l'Église catholique dans certains autres pays (comme en Colombie ou aux Philippines dans ce recueil d'études de cas), l'Église chilienne n'a jamais adopté de positions officielles ou clairement formulées sur l'exploitation minière, pour les raisons détaillées dans la première section. Cela confère au cas de Pascua Lama une importance encore plus grande en termes d'action prophétique menée par l'Église, et constitue une justification fondamentale du choix de cette étude de cas. Au sens propre, la communauté catholique d'Atacama était, et reste, une « voix qui crie dans le désert » (Jean 1, 23).

L'opposition de l'Église d'Atacama a impliqué une lutte inégale non seulement contre le pouvoir économique de l'industrie minière, mais aussi contre le pouvoir politique qui agissait de manière monolithique pour défendre le projet minier. Tirant parti d'un cadre réglementaire environnemental qui n'était pas encore pleinement établi et, surtout, de la promesse de création d'emplois et de développement économique de la région, les responsables politiques ont fermement soutenu le projet Pascua Lama, comme ils soutiennent généralement tous les autres projets miniers au Chili. Dans ce cas précis, les dommages environnementaux étaient si flagrants et évidents que le pouvoir judiciaire, en particulier les tribunaux environnementaux, n'a eu d'autre choix que de reconnaître que les coûts environnementaux dépassaient ce qui était autorisé par la loi. La violation du droit à l'eau constituait le problème le plus grave et le plus frappant, en particulier dans une zone désertique.

Il est probable que Barrick Gold ait accordé une confiance excessive au soutien large et durable de la société chilienne et de l'État en faveur de l'activité minière. Dans sa stratégie de communication, l'entreprise a soutenu qu'il était possible de déplacer des glaciers. Cela va non seulement à l'encontre des preuves scientifiques, mais aussi du bon sens de la plupart des gens. Dans une vallée dont les moyens de subsistance dépendent si fortement de l'agriculture et où la valeur de l'eau est un sujet si sensible, le droit à l'eau est devenu l'argument principal en faveur de la protection de l'environnement et de l'opposition à l'exploitation minière. L'inviolabilité des glaciers est devenue un principe inaliénable qui doit également être défendu face à d'autres projets miniers dans la région.

Comme cela a été souligné à plusieurs reprises dans les sections précédentes, l'action de l'Église à Atacama s'est construite à partir de la base. L'écoute des habitants de la vallée du Huasco et le cheminement des pasteurs aux côtés des populations locales ont permis de développer une prise de conscience large et profonde de la valeur de l'eau en tant que source de vie et, par conséquent, de la Création en tant que don de Dieu. C'est à partir de cette écoute du cri du peuple et de la Parole de Dieu qu'une campagne coordonnée et de grande envergure a été mise en place, permettant à la question de l'eau soulevée par le projet minier de s'imprégner profondément dans la région. La mobilisation a impliqué divers acteurs à différents niveaux et sous de nombreuses formes, mais il convient de souligner son caractère organique, tel qu'il se reflète dans l'engagement actif de l'Église d'Atacama, chaque personne agissant à partir de son propre contexte de vie et de sa situation personnelle, du laïc à l'évêque.

Le récit de la section précédente permet de distinguer plusieurs phases, qui ont abouti à la victoire juridique ayant conduit à l'abandon du projet. Au départ, l'essentiel a consisté à écouter la terre et les personnes que l'Église sert – en l'occurrence, les agriculteurs de la vallée du Huasco. En effet, comme nous l'avons noté, il a été difficile de surmonter les préjugés en faveur de l'exploitation minière, profondément enracinés dans la société chilienne, en particulier dans le nord du Chili. Une fois que la valeur de la Création et la nécessité de la défendre contre la menace que représentait Pascua Lama ont été comprises, s'en est suivi un effort lent, discret et fructueux pour faire connaître la vérité sur les dommages environnementaux causés par le projet. Des recherches ont été menées non seulement sur les faits (tels que l'impact sur les réseaux hydrologiques), mais aussi sur les fondements théologiques et éthiques de la sauvegarde de l'environnement, ce qui a permis d'apporter une réponse pastorale solide et convaincante. La pastorale pour la sauvegarde de la Création, qui incarne en quelque sorte en une seule initiative ce qu'était le travail pastoral de l'Église à Atacama, s'est construite à partir de zéro et n'a acquis que plus tard la cohérence et l'esprit prophétique qui la caractérisent.

La pastorale pour la sauvegarde de la création n'a jamais été conçue comme une réalité purement intra-ecclésiale ni comme une organisation diocésaine. Dès le départ, elle s'est ouverte au reste de la société civile et a fourni un cadre pour la formation d'alliances qui se sont avérées décisives pour la décision finale de justice rendue en 2020. Au départ, la constitution de ces alliances visait à garantir que la mobilisation sociale exprime de manière visible le mécontentement généralisé face à la menace de dommages environnementaux. Elle a ensuite renforcé les processus éducatifs et juridiques. Comme le souligne Marín (2025, 150), lorsque les institutions juridiques sont réceptives aux préoccupations environnementales, comme dans le cas présent, c'est le moyen le plus efficace de protéger les glaciers et les ressources en eau de la région. Le tissage de réseaux a été essentiel à l'efficacité de l'action pastorale en faveur de la sauvegarde de la création, qui se poursuit encore aujourd'hui.

Le caractère organique de l'action de l'Église s'est également manifesté par l'absence de personnalités dominantes agissant en solitaires ou créant des divisions au sein de la communauté ecclésiale. Chacun a joué le rôle qui lui incombait à un moment donné : les différents curés qui ont exercé leur ministère à Alto del Carmen pendant la mobilisation, les religieuses et les laïcs eux-mêmes, qui ont suivi un processus de renouveau au fil du temps. Des personnes ont quitté les paroisses, et des religieuses et des prêtres ont été affectés ailleurs ; les visages ont changé, mais la communauté est restée, quelle que soit l'intensité variable du conflit à différentes époques.

Outre une collaboration étroite et un réseau solide avec les organisations de la société civile, l'action de l'Église revêtait également une dimension œcuménique. Bien qu'il n'y ait pas de présence notable d'autres communautés chrétiennes dans la vallée, une alliance étroite s'est nouée avec la communauté presbytérienne de la vallée. C'est pourquoi, dans la phase finale de la mobilisation contre Pascua Lama, le travail de l'Église s'est intégré à l'Assemblée de la vallée du Huasco, un collectif qui a mené la résistance sociale contre le projet.

Il existe un aspect des réponses catholiques à l'exploitation minière suggéré dans le *Cadre de réflexion, de planification et d'action* (Montevecchio et Deneulin 2025) qui n'a pas été explicitement abordé par la communauté catholique de la vallée du Huasco, et cette étude de cas pourrait servir à cette fin, à savoir l'introspection critique. Les membres de la communauté avec lesquels l'auteur de cette étude s'est entretenu ont exprimé une grande satisfaction quant à ce qui avait été accompli. Ils ont également fait part d'un certain sentiment de complaisance, remplaçant la mobilisation dans le passé et se réjouissant aujourd'hui de ses succès. Mais comme on pouvait s'y attendre, il existe et il existera de nouveaux projets miniers dans le diocèse, et, pour cette raison, il semble essentiel de rester vigilant et de ne pas gaspiller l'expérience acquise et les leçons tirées lors de l'opposition à Pascua Lama.

Quelle que soit l'issue du projet Pascua Lama, cette étude de cas reflète la tension inhérente entre la transformation technologique de la nature – dont l'exploitation minière est l'une des formes les plus incisives – et la sauvegarde de la Création. À cet égard, il convient de se demander si l'activité minière, du moins à grande échelle, peut être qualifiée d'intrinsèquement désordonnée, ou si il est possible d'établir une distinction entre une exploitation minière responsable et une exploitation irresponsable.²⁰ L'exploitation minière ne peut être considérée indépendamment des processus de production et de consommation, comme l'ont souligné les évêques d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie dans leur message conjoint pour la COP30 (CELAM, FABC et SECAM, 2025). Bien qu'une réflexion approfondie et exhaustive soit nécessaire pour affiner les critères qui devraient guider la gouvernance du pouvoir technologique de l'homme, il est indispensable de soulever cette question afin que la relation entre l'Église et l'exploitation minière puisse allier le développement intégral de la personne humaine à la sauvegarde de la Création, comme nous l'a proposé le pape François en s'appuyant sur le concept d'écologie intégrale, développé dans *Laudato Si'*. Récemment encore, dans sa première encyclique *Magnifica Humanitas* publiée en mai 2026, le pape Léon XIV a fait part de ses préoccupations concernant l'exploitation minière, car celle-ci fournit la base matérielle du développement de l'intelligence artificielle (Léon XIV, 2026, 101) ; il faut donc s'attendre à ce que la course aux minerais critiques continue de susciter de nouvelles activités minières partout dans le monde.

²⁰ À cet égard, la contribution du document « Lignes directrices pastorales des Églises catholiques sur l'exploitation minière » (CELAM, 2025) est particulièrement remarquable.

Références

- Alcántara Rojas, D. 2023. « L'Évangile du prêtre ouvrier : justice sociale, réinterprétation et catholicisme au Chili (1960-1990) ». *Cuadernos Judaicos* 41 : 145-169.
- Bórquez, R. et al. 2006. *Glaciers chiliens. Réserves stratégiques d'eau douce pour la société, les écosystèmes et l'économie*. Santiago du Chili : LOM Ediciones
- BN Americas. 2026. « [Barrick relance l'exploration près de la mine El Indio au Chili et de l'ancien projet binational Pascua Lama](#) ». 16 mai 2026.
- Chambre des députés de la République du Chili. 2014. *Rapport de la commission d'enquête spéciale sur la situation environnementale des communes de la vallée du Huasco, dans la région d'Atacama, suite aux travaux d'installation du projet Pascua Lama*.
- Cardemil, M. 2023. « [Impacts socio-économiques de l'exploitation minière au Chili](#) ». Bibliothèque du Congrès national du Chili, *Série Rapports* n° 04-23.
- Castro, L. 2005. « La question sociale et la vision de l'Église catholique de Tarapacá à travers l'hebdomadaire "Las Cuestiones Sociales" ». *Revue des sciences sociales* 15 : 66-89.
- CEC (Conférence épiscopale du Chili). 2005. « [L'homme ne vit pas seulement de pain](#). » 28 mai 2005.
- CEC. 2007. « [Pour le Dieu de la vie, au service de la vie](#) ». 30 avril 2007.
- CELAM (Conférence de l'épiscopat latino-américain et des Caraïbes). 2007. *Document final d'Aparecida*, <https://www.celam.org/aparecida/Espanol.pdf>
- CELAM. 2025. *Orientations pastorales des Églises catholiques face à l'exploitation minière*.
- CELAM (Conférence de l'épiscopat d'Amérique latine et des Caraïbes) ; SECAM (Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar) ; FABC (Fédération des conférences épiscopales d'Asie). 2025. *Un appel à la justice climatique et à la défense de la maison commune : conversion écologique, transformation et résistance aux fausses solutions*.
- CODELCO (Corporation nationale du cuivre du Chili). 2023. *Le Chili et le cuivre : une histoire entremêlée*.
- Communautés de la vallée du Huasco. 2012. « [Dans la vallée du Huasco, l'Église ne reçoit pas d'argent de Barrick Gold](#). » 12 juillet 2012.
- Cortez, M. et A. Maillet. 2018. « Parcours à plusieurs niveaux d'une coalition de promotion et d'influence sur l'agenda politique national. Le cas du conflit de Pascua Lama et de la loi sur les glaciers au Chili. » *Colombia Internacional* 94 : 3-25.
- Fundación Chile. 2021. *Étude sur la main-d'œuvre de la grande industrie minière chilienne 2021-2030*.
- Gajardo, A. 2014. « Ethnicité, réémergence autochtone et conflit minier. Le projet Pascua Lama, [l'État] et le processus de réethnification des Diaguitas du Haut-Huasco, au Chili. » *Anuari del Conflicte Social* 4 : 73-105.
- Heikkinen, A. 2025. « [Les sociétés minières pompent de l'eau de mer dans l'endroit le plus aride de la Terre. Mais le mal est-il déjà fait ?](#) ». *The Guardian*, 17 juillet 2025.
- Herr, L. 2021. « Les glaciers et Pascua Lama : essor et déclin du premier projet développé dans le cadre du traité d'intégration et de complémentarité minières entre le Chili et l'Argentine. » *Justice environnementale et climatique* 13 : 163-196.
- Infanti, L. 2008. « Lettre pastorale. Donne-nous aujourd'hui l'eau du jour », Coyhaique.
- Jean-Paul II. 2004. « [L'eau, source de vie](#) ». Message aux fidèles brésiliens à l'occasion de la campagne de Carême 2004 de la Conférence épiscopale catholique du Brésil.
- Léon XIV. 2026. *Magnifica Humanitas : Sur la sauvegarde de la personne humaine à l'ère de l'intelligence artificielle*.
- Lezak, S. et al. 2023. « The Case against Gold Mining ». *Environmental Research Letters* 18:011001.
- Luna, D., C. Padilla et J. Alcayaga. 2004. « [El Exilio del Cóndor. Hégémonie transnationale à la frontière. Le traité minier entre le Chili et l'Argentine](#) ». OLCA.
- Marín, A. 2025. « [civiles à l'exploitation minière: favorisant des transitions énergétiques justes en Argentine et au Chili](#). » *IDS Bulletin* 56(2) : 147-174, Institute for Development Studies at Sussex
- Meller, P. et A. Meller. 2021. *L'Entreprise nationale des mines (ENAMI) du Chili : modèle et bonnes pratiques pour pro-*

- [mouvoir la durabilité de la petite exploitation minière et de l'exploitation artisanale](#), Santiago du Chili : CEPAL.
- Minería y Futuro. 2025. « [Les salaires des mineurs sont près de la moyenne nationale et une hausse prévue jusqu'en 2030](#) ». 24 septembre 2025.
- Montevecchio, C. et Deneulin, S. 2025. [Approches catholiques de l'exploitation minière : un cadre de réflexion, de planification et d'action](#). Université de Notre Dame. Rapport.
- PCJP (Conseil pontifical « Justice et Paix »). 2004. [Compendium de la doctrine sociale de l'Église](#).
- Pérez, M. et al. 2024. « [Les bofedales en danger : étude de l'impact du changement climatique et des activités humaines sur les tourbières andines de haute altitude à l'aide de l'imagerie satellite](#) ».
- Recabarren, C. 2026. « [Minera Candelaria fête ses 31 ans et prévoit de poursuivre ses activités jusqu'en 2040 dans la région d'Atacama, à Redimin](#) ». » *Revista Digital de Minería*. 9 mars 2026.
- Rodríguez, J.C., C. Ortiz et C. Broitman. 2020. « Le Chili : un pays minier. Acception sociale et espaces de débat dans les conflits socio-environnementaux au Chili. » *Revista Izquierdas* 49 : 2900–2920.
- Salinas, B. et R. Karmy. 2009. [Pascua-Lama : Conflicto Armado a nuestras Espaldas](#). Santiago du Chili : Quimantú.
- Schiappacasse, I. et al. (2024). « Conflits sociaux liés à l'utilisation des ressources en eau au Chili : le rôle des mouvements sociaux et du pouvoir des entreprises ». *Oxford Development Studies*, 52(4) : 381-395.
- Sepúlveda, A. 2022. « [Est-il vrai que le lithium a remplacé le cuivre comme principale source de recettes fiscales ?](#) ». *Radio Pauta*. 18 novembre 2022.
- SONAMI et El Mercurio. 2012/3. « [Le Chili, pays minier : tirer le meilleur de nous-mêmes](#). »
- Urkidi, L. 2008. « [mouvements anti-miniers : le cas de Pascua-Lama au Chili](#) ». *Revibec : Revista de la Red Iberoamericana de Economía Ecológica* 8 : 63-77.
- U.S. Geological Survey. 2025. [Mineral Commodity Summaries 2025 : Gold](#).
- Valdivieso, P. 1999. « “Cuestión Social” et doctrine sociale de l'Église au Chili (1880-1920) : essai historique sur l'état de la recherche. » *Historia (Santiago)* 32(1) : 553–573.

Référence recommandée

Borgoño, Cristián (2026). “Le projet Pascua-Lama, diocèse de Copiapó, Chili”. Severine Deneulin et Caesar Montevecchio (eds). *Approches Catholiques de l'Exploitation Minière: Etudes de Cas*. University of Notre Dame et Laudato Si' Research Institute, Campion Hall, University of Oxford. <https://doi.org/10.7274/33210738>

Crédits photos

Toutes les photos figurant dans ce dossier ont été fournies par Jhon Melendez. Tous droits réservés.